



LES FRANCAS

FEDERATION NATIONALE LAIQUE DE STRUCTURES ET D'ACTIVITES
EDUCATIVES, SOCIALES ET CULTURELLES

Association reconnue d'utilité publique
Siège social : 10/14 rue Tolain
75020 PARIS

Assemblée générale d'approbation des comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2022

RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES SUR LES COMPTES ANNUELS



LES FRANCAS

FEDERATION NATIONALE LAIQUE DE STRUCTURES ET D'ACTIVITES
EDUCATIVES, SOCIALES ET CULTURELLES

Association reconnue d'utilité publique

Siège social : 10/14 rue Tolain

75020 PARIS

Assemblée générale d'approbation des comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2022

RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES SUR LES COMPTES ANNUELS

A l'assemblée générale,

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre assemblée générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de l'association **LES FRANCAS** relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2022, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'association à la fin de cet exercice.

Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon la norme d'exercice professionnel relative à la mission du commissaire aux comptes nommé pour six exercices dans des petites entreprises. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 1^{er} janvier 2022 à la date d'émission de notre rapport.

Justification des appréciations

En application des dispositions des articles L. 823-9 et R. 823-7 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous vous informons que les appréciations les plus importantes auxquelles nous avons procédé, selon notre jugement professionnel, ont porté sur le caractère approprié des principes comptables appliqués, sur le caractère raisonnable des estimations significatives retenues et sur la présentation d'ensemble des comptes, et n'appellent pas de commentaire particulier.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.



Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé au contrôle des documents adressés à l'organe appelé à statuer sur les comptes, conformément à la norme d'exercice professionnel relative à la mission du commissaire aux comptes nommé pour six exercices dans des petites entreprises.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans les documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux adhérents.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant la gouvernance de l'association relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de l'association à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider l'association ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par votre conseil fédéral.

Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément à la norme d'exercice professionnel relative à la mission du commissaire aux comptes nommé pour six exercices dans des petites entreprises permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.823-10-1 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre association.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément à la norme d'exercice professionnel relative à la mission du commissaire aux comptes nommé pour six exercices dans des petites entreprises, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;



- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de l'association à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Fait à Boulogne, le 27 mars 2023

audit france

Commissaire aux Comptes

Représenté par Christophe Rambeau
Commissaire aux Comptes

BILAN

ACTIF	31.12.2022			31.12.2021	PASSIF	31.12.2022	31.12.2021
	Brut	Amort. & Dépréciation	Net				
<i>ACTIF IMMOBILISE</i>					<i>FONDS PROPRES</i>		
Immobilisations incorporelles	463 774	287 891	175 883	101 716	Fonds propres (avant affectation)	5 148 765	4 603 630
Terrains					Résultat de l'exercice	-65 468	545 135
Constructions	2 540 185	1 996 935	543 251	578 053			
Matériels d'activités					Subventions d'investissement		
Autres immobilisations corporelles	295 741	267 091	28 649	37 298	Total	5 083 297	5 148 765
Immobilisations en cours	20 213		20 213	187 137	<i>FONDS DEDIES & PROVISIONS</i>		
Prêts Francas	20 420	20 420			Fonds dédiés	70 000	55 000
Autres prêts et titres immobilisés	192 617	85 179	107 438	117 764	Provisions pour risques	517 301	638 000
Dépôts et cautionnements	81		81	81	Provisions pour charges	547 433	535 097
Total	3 533 031	2 657 516	875 515	1 022 050	Total	1 134 734	1 228 097
<i>ACTIF CIRCULANT</i>					<i>DETTES</i>		
Stocks	2 769		2 769	2 782	Emprunts Francas		
					Autres emprunts et dettes assimilées		
Usagers - clients	5 126		5 126	4 389	Fournisseurs	270 520	249 672
Comptes courants Francas	1 263 935	1 196 178	67 758	52 298	Dettes fiscales et sociales	339 945	308 401
Autres créances	143 727		143 727	90 979	Comptes courants Francas	39 537	107 401
Trésorerie	5 764 402		5 764 402	5 862 436	Autres dettes	9 556	38 266
Charges constatées d'avance	87 593		87 593	101 806	Produits constatés d'avance	69 300	56 136
Total	7 267 552	1 196 178	6 071 375	6 114 688	Total	728 858	759 877
Total	10 800 583	3 853 694	6 946 889	7 136 738	Total	6 946 889	7 136 738

COMPTE DE RESULTAT	2022	2021
PRODUITS D'EXPLOITATION		
Cotisations	1 435 572	1 381 517
Ventes de marchandises	24 239	25 002
Prestations de service		
Subventions d'exploitation	4 902 623	4 818 407
Dons et Mécénat		
Contributions financières	188 259	228 827
Autres produits	210 985	191 409
Reprises sur dépréciations et provisions	466 114	624 754
Utilisations des fonds dédiés	55 000	64 000
Quote-part subvention invest. virée au résultat		
Total	7 282 791	7 333 917
CHARGES D'EXPLOITATION		
Achats de marchandises	17 528	14 909
Variation de stock	12	29
Autres achats et charges externes	1 469 311	1 003 051
Aides financières	1 697 989	1 876 718
Impôts et taxes	299 333	300 508
Salaires	2 128 567	2 124 075
Charges sociales	989 919	1 065 088
Autres charges		
Dotations aux amortissements	179 337	146 922
Dotations aux dépréciations et provisions	555 465	97 079
Reports en fonds dédiés	70 000	55 000
Total	7 407 460	6 683 379
RESULTAT D'EXPLOITATION (I)	-124 669	650 538
PRODUITS FINANCIERS		
Intérêts	10 371	4 662
Autres produits financiers		224
Reprises sur dépréciations et provisions	9 200	20 222
Total	19 571	25 107
CHARGES FINANCIERES		
Intérêts		
Autres charges financières		
Dotations aux dépréciations et provisions		
Total		
RESULTAT FINANCIER (II)	19 571	25 107
RESULTAT COURANT (I + II)	-105 098	675 646
PRODUITS EXCEPTIONNELS		
sur opérations de gestion	69 329	33 901
sur opérations en capital		
Reprises sur dépréciations et provisions		
Total	69 329	33 901
CHARGES EXCEPTIONNELLES		
sur opérations de gestion	29 700	33 718
sur opération en capital		
Dotations aux dépréciations et provisions		130 693
Total	29 700	164 411
RESULTAT EXCEPTIONNEL (III)	39 630	-130 511
RESULTAT DE L'EXERCICE (I + II + III)	-65 468	545 135
CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE		
Dons en nature et prestations en nature	73 500	39 500
Bénévolat		
Total	73 500	39 500
CHARGES DES CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE		
Mises à disposition gratuite et prestations en nature	73 500	39 500
Personnel bénévole		
Total	73 500	39 500

ANNEXE

°Au bilan et au compte de résultat de l'exercice clos le 31 décembre **2022** qui dégage un déficit **65 468,28 €**

L'exercice a une durée de 12 mois, couvrant la période du 1er janvier au 31 décembre.

Les comptes annuels composés du bilan, du compte de résultat et de l'annexe forment un tout indissociable.

Objet social et périmètre des activités de l'association : Promouvoir la place que les enfants doivent avoir dans la société, développer des projets d'accueil et d'activités à l'intention des enfants, fédérer les activités et les structures de loisirs, inciter à l'élaboration et à la mise en œuvre de projets éducatifs, susciter, en fonction des besoins, la création de structures et d'activités adaptées aux conditions d'existence, informer et former les personnes concernées par les enfants, les jeunes et leur éducation, étudier et promouvoir les méthodes et outils d'animation et d'information adaptés aux structures et aux publics.

I - FAITS CARACTERISTIQUES DE L'EXERCICE ET EVENEMENTS POSTERIEURS A LA CLOTURE

L'exercice a été marqué par :

- Une sortie de la pandémie COVID qui a impliqué une reprise des activités en présentiel, notamment la tenue de 2 assemblées générales et du regroupement des permanents territoriaux ;
- Une remise en condition opérationnelle du centre fédéral : réfection de l'électricité, extension de la connexion numérique, changement de la téléphonie ;
- La poursuite de la digitalisation de l'ensemble fédéral avec le déploiement de la V1 du progiciel de gestion de la formation professionnelle et le développement du centre décisionnel des Francas

Ceci entraîne :

⇒ **Une augmentation de près de 460 K€ des autres charges et charges externes ;**

⇒ **Une augmentation des subventions sur des actions particulières : OFAJ, FDVA.**

- Une nouvelle augmentation des dettes internes des AD et UR à la Fédération nationale de plus de 300 K€. Au-delà de s'accroître, force est de constater que ces dettes deviennent structurelles pour certaines entités
 - Une baisse des risques subsistants dû à un renforcement des fonds propres des entités Francas au 31/12/2021 ;
- ⇒ **La reprise de provisions sur les risques subsistants vient compenser les provisions pour dépréciation des dettes internes. Cependant, la meilleure santé économique des entités Francas constaté au 31/12/2021 semblent se ternir au 31/12/2022.**

II - PRINCIPES, REGLES ET METHODES COMPTABLES

Les comptes annuels de l'exercice ont été établis et présentés conformément aux dispositions du règlement 2018-06 de l'ANC relatif aux modalités d'établissement des comptes annuels des associations.

Les conventions générales comptables ont été appliquées dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base : continuité de l'exploitation, permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre, indépendance des exercices et conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels. L'évaluation des éléments de l'actif a été pratiquée par référence à la méthode des coûts historiques. L'amortissement des biens non décomposables est pratiqué sur la durée d'usage, sans rechercher la durée d'utilisation. Sauf exception, les créances et dettes ont des échéances à moins d'un an.

Changement de méthode comptable : Les méthodes d'évaluation retenues et la présentation des comptes annuels n'ont pas été modifiées par rapport à l'exercice précédent.

III - NOTES SUR L'ACTIF DU BILAN

1. Immobilisations incorporelles et corporelles

a) Tableau de variations des immobilisations

Valeurs brutes	Début	Aquisitions	Diminutions	Fin
Logiciels informatiques	561 067,20	189 686,72	286 979,92	463 774,00
Terrains				-
Constructions et agencements	2 540 185,43			2 540 185,43
Matériel d'activités				-
Agencements & aménagements divers				-
Matériel de transport				-
Matériel informatique	172 023,48	20 365,42	39 428,02	152 960,88
Mobilier	143 615,54		835,87	142 779,67
Immobilisation en cours	187 136,72	20 212,50	187 136,72	20 212,50
Total	3 604 028,37	230 264,64	514 380,53	3 319 912,48

b) Acquisitions et désinvestissements

Logiciels site ForPro	187 136,72
Logiciel centre décisionnel	2 550,00
PC portables	5 570,93
Serveur sauvegarde	8 422,66
Switches réseaux	6 371,83
En-cours : applications Forpro	20 212,50

c) Tableau de variations des amortissements

Valeurs brutes	Taux linéaire	Début	Dotations	Reprises	Fin
Logiciels informatiques	33%	459 350,76	115 520,15	286 979,92	287 890,99
Constructions et agencements	50% à 5%	1 962 132,60	34 802,21		1 996 934,81
Matériel d'activités	33% à 20%	-			-
Agencements & aménagements divers	10%	-			-
Matériel de transport	25%	-			-
Matériel informatique	33%	144 486,75	21 621,45	39 428,02	126 680,18
Mobilier	20%	133 853,96	7 393,08	835,87	140 411,17
Total		2 699 824,07	179 336,89	327 243,81	2 551 917,15

2. Immobilisations financières

NATURE	Montant	- d'1 an	+ d'1 an
Prêts : UR AURA/AD38	20 420,00		20 420,00
Effort construction	192 617,00	10 254,00	182 363,00
Dépôts et cautionnements	81,48		81,48
Total	213 118,48	10 254,00	202 864,48

3. Stock

35 Fichiers	82,11
220 Chevalets Handicap	2 687,13
	2 769,24

4. Usagers

NATURE	Brut	Provisions	Net
Usagers	5 125,91		5 125,91
Usagers douteux			0,00
Usagers non encore facturés			0,00
Total	5 125,91	0,00	5 125,91

5. Comptes courants Francas

N°	NOM	31-12-2022 Débiteur	31-12-2021 Débiteur
450101	AD AIN	740,43	
450103	AD ALLIER	282,47	19,44
450126	AD DROME / ARDECHE	2 472,25	2 172,25
450138	AD ISERE	13 430,11	8 182,37
450142	AD LOIRE	3 855,73	1 257,58
450143	AD HAUTES-LOIRE	100,06	
450169	AD RHONES	423,11	
450173	AD SAVOIE	22 150,00	22 577,50
450200	UR NOUVELLE AQUITAINE	1 198,36	
450216	AD CHARENTES	6 519,56	835,76
450217	AD CHARENTES-MARITIME	311,72	
450224	AD DORDOGNE	2 605,00	2 500,00
450233	AD GIRONDE	1 119,18	
450240	AD LANDES	2 110,00	350,00
450247	AD LOT-ET-GARONNE	595,35	
450264	AD PYRENEES ATLANTIQUES	1 172,55	350,00
450400	UR NORMANDIE		25 970,00
450414	AD CALVADOS	4 563,41	735,30
450427	AD L'EURE	721,30	
450450	AD MANCHE		33 806,30
450476	AD SEINE MARITIME	41 033,17	35 621,38
450521	AD COTE D'OR	1 727,37	2 748,44
450525	AD DOUBS	329 845,50	175 969,60
450539	AD JURA	130,08	514,37
450571	AD SAONE ET LOIRE	170,10	309,80
450589	AD L'YONNE	475,27	
450600	UR BRETAGNE	35 474,60	12 612,04
450622	AD COTES D'ARMOR	2 340,16	1 889,50
450629	AD FINISTERE	3 481,37	

450635	AD ILLE-ET-VILAINE	58 386,57	
450656	AD MORBIHAN	1 667,50	300,00
450700	UR CENTRE	295 796,18	298 420,38
450718	AD CHER	5 081,80	9 129,68
450741	AD LOIR ET CHER / INDRE ET LOIRE	3 184,28	3 037,50
450800	UR GRAND EST	344,40	
450808	AD ARDENNES	50,03	16,20
450810	AD AUBE		86,46
450852	AD FRANCAS 52	275,16	
450854	AD MEURTHE ET MOSELLE	515,02	570,00
450867	AD MOSELLE		2 859,50
450868	AD BAS-RHIN	7 666,04	4 386,60
450888	AD HAUT RHIN	1 205,00	1 191,00
450888	AD VOSGES	11 276,76	9 543,40
451200	UR ILE DE FRANCE	99 574,35	53 160,57
451201	GROUPT EMPLOYEURS FRANCAS IDF	1 496,00	31 821,00
451277	AD SEINE ET MARNE	10,00	
451293	AD SEINE ST DENIS	936,81	1 297,92
451295	AD VAL D'OISE	65,04	454,66
451700	UR D'OCCITANIE	1 153,54	
451709	AD ARIEGE	771,01	346,00
451711	AD AUDE	75,04	
451730	AD GARD	21 560,52	692,80
451731	AD HATE GARONNE	1 224,79	
451732	AD GERS	524,11	
451734	AD HERAULT	4 741,98	
451746	AD LOT-ET-GARONNE	248,10	
451766	AD PYRENEES ORIENTALES	12 701,29	1 422,75
451781	AD TARN	425,92	213,08
451782	AD TARN-ET-GARONNE	1 728,71	
451900	UR PAYS LOIRE	2 529,86	
451944	AD LOIRE ATLANTIQUE	1 138,17	205,00
451949	AD MAINE ET LOIRE	6 712,87	9 875,45
451953	AD MAYENNE	345,03	2 692,20
451972	AD SARTHE	194,51	
451985	AD VENDEE	950,49	
452100	UR PACA		921,47
452104	AD ALPES DE HAUTE-PROVENCE	1 205,70	0,00
452106	AD ALPES MARITIMES	2 178,04	1 789,36
452113	AD BOUCHE DU RHONE	1 900,12	
452183	AD VAR	367,01	10,00
452184	AD VAUCLUSE	705,41	
452200	UR HAUTS DE FRANCE	69 983,28	89 772,73
452202	AD AISNE	1 586,62	356,78
452259	AD NORD	3 803,91	4 184,15
452260	AD OISE	30,02	
452262	AD PAS DE CALAIS	5 745,12	5 745,12
452280	AD SOMME	35 301,26	33 017,56
452971	AD GUADELOUPE	22 383,17	35 922,96
452972	AD MARTINIQUE	95 140,27	94 179,57
	Total BRUT	1 263 935,02	1 026 043,48
	Provision	1 196 177,50	968 808,91
	Total NET	67 757,52	57 234,57

6. Autres créances

CNAF	64 800,00
OFAJ	33 818,40
Erasmus	-37 057,00
FONJEP	17 714,00
Crédit de TVA	42 753,00
Uniformation remb. frais	18 727,76

Tickets repas	1 472,50
UR IDF-refacturation coût CLB	1 498,12
	143 726,78

7. Trésorerie

Parts sociales CASDEN	17 212,50
BRED	144 458,87
Livret CASDEN	5 515 250,68
Livret Épargne	87 081,39
Caisse	398,32
	5 764 401,76

8. Charges constatées d'avance

Charges constatées correspondant à l'exercice suivant	87 593,39
---	------------------

IV - NOTES SUR LE PASSIF DU BILAN

1. Fonds propres

Fonds Propres (dont Réserves pour Projets associatifs)	Début	augmentation	consommation	Fin
Fonds propres (compte)	4 210 441,85	135,07	(8 000,00)	4 218 576,92
Équipement numérique (CF du 17 avril 2021)	193 188,00		8 000,00	185 188,00
Chantier Fédéral Evaluation (CF du 17-04-21 et 19-03-22)	200 000,00	145 000,00		345 000,00
Développement numérique et communication (CF 19-03-22)		400 000,00		400 000,00
Total Réserves pour Projets associatifs	393 188,00	545 000,00	8 000,00	930 188,00
Total Fonds propres	4 603 629,85	545 135,07	-	5 148 764,92

2. Subventions d'investissement

Néant

3. Fonds dédiés

	Début	Dotations	Reprises	Fin
Ministère Culture	30 000,00	45 000,00	30 000,00	45 000,00
CGET- Valeurs république	25 000,00	25 000,00	25 000,00	25 000,00
	55 000,00	70 000,00	55 000,00	70 000,00

4. Provisions et dépréciations

	Début	Dotations	Reprises	Fin
Risque subsistant des entités Francas	638 000,00		270 000,00	368 000,00
Provision pour litige		149 301,33		149 301,33
Provisions pour risques	638 000,00	149 301,33	270 000,00	517 301,33
Engagement de retraite du personnel (1)	485 096,67	63 731,82	121 395,33	427 433,16
Assemblée générale nationale	50 000,00	120 000,00	50 000,00	120 000,00
Provisions pour charges	535 096,67	183 731,82	171 395,33	547 433,16
Total Provisions pour risques et charges	1 173 096,67	333 033,15	441 395,33	1 064 734,49
Prêts Francas	45 138,68		24 718,68	20 420,00
Prêts Effort Construction	94 378,61		9 199,66	85 178,95
Comptes courants Francas	973 745,62	222 431,88		1 196 177,50
Dépréciations	1 113 262,91	222 431,88	33 918,34	1 301 776,45
Total	2 286 359,58	555 465,03	475 313,67	2 366 510,94
Dotations / reprises d'exploitation		555 465,03	466 114,01	
Dotations / reprises financières			9 199,66	
Dotations / reprises exceptionnelles				
Total		555 465,03	475 313,67	

(*) Dont reprises sur provisions utilisées conformément à leur objet 171 395,33

(*) Dont reprises sur provisions devenues sans objet 303 918,34

Total 475 313,67

(1) La provision pour engagements de retraite représente 1/4 de mois de salaire par année de présence pour l'ensemble des salariés en CDI ayant plus d'un an d'ancienneté, puis 1/3 de mois au-delà de 10 ans d'ancienneté avec des charges patronales de 53%, sans actualisation, ni application d'un coefficient de rotation du personnel. Les éventuels changements de temps de travail au cours de la carrière des salariés ne sont pas pris en compte dans le calcul de la provision.

5. Emprunts et dettes assimilées

Néant

6. Fournisseurs

Fournisseurs	202 397,56
Notes de frais	2 223,80
Fournisseurs, factures non parvenues	<u>65 899,05</u>
	270 520,41

7. Dettes fiscales et sociales

Cotisation Fonctionnaires Détachés Education nationale	
Année 1989	1 460,15
Année 1990	2 026,81
Pension salariale et patronale	1 329,18
Provision congés payés brut	97 500,08
Provision congés payés charges sociales	54 600,04
URSSAF	81 725,00
CPM CHORUM	4 003,46
Malakoff/Médéric	26 178,46
Comité d'entreprise	13 100,58
Maison des Artistes	46,56
Subrogation maladie	834,12
Mi-temps thérapeutique	342,69
Impôts sur intérêts	2 184,73
Tva sur facture à établir	106,04
Prélèvement à la source	10 563,00
Taxe sur salaires	18 946,00
Uniformalion	<u>24 997,99</u>
	339 944,89

8. Comptes courants Francas

N°	NOM	31-12-2022	31-12-2021
		Créditeur	Créditeur
450100	UR AURA	526,33	10 564,09
450163	AD PUY DE DOME	67,49	852,95
450200	UR NOUVELLE AQUITAINE		12 548,39
450233	AD GIRONDE		593,68
450279	AD DEUX SEVRES	24,80	24,80
450286	AD VIENNE	104,00	
450400	UR NORMANDIE	7 120,64	
450500	UR FRANCAS BOURGOGNE-FR COMTE	4 017,47	
450500	UR BOURGOGNE FRANCHE COMTE		27 766,31
450570	AD HAUTE-SAONE	1 400,00	
450745	AD LOIRET	17 068,49	801,97
450800	UR GRAND EST		9 652,99
450810	AD AUBE	83,48	
450851	AD MARNE	291,71	1 001,68
450857	AD MOSELLE	382,89	
451277	AD SEINE ET MARNE		2 500,00
451294	AD VAL DE MARNE	2 500,00	2 148,26
451700	UR OCCITANIE		18 386,06
451711	AD AUDE		3 769,29
451712	AD AVEYRON		100,00
451731	AD HAUTE GARONNE		2 500,00
451732	AD GERS		2 000,00
451746	AD LOT		198,40
451765	AD HAUTES PYRENNEES	801,27	1 631,10
451782	AD TARN ET GARONNE		1 091,45
451900	UR PAYS DE LOIRE		5 037,18
451985	AD VENDEE		2 880,69
452100	UR FRANCAS P.A.C.A.	5 014,56	
452113	AD BOUCHES DU RHONES		1 318,49
453000	A.C.A.F.	133,60	33,60
Total		39 536,73	107 401,38

9. Autres dettes

Cil à régulariser	5 393,00
Frais formation	490,00
AD Creuse	<u>3 673,30</u>
	9 556,30

10. Produits constatés d'avance

Contribution AD-UR Congrès 2025	69 300,00
---------------------------------	------------------

V - NOTES SUR LE COMPTE DE RESULTAT**1. Subventions d'exploitation**

	Exercice clos	Exercice précédent
Ministère de l'Education Nationale (DJEPVA)	500 000.00	500 000.00
FDVA	27 300.00	9 450.00
FONJEP	88 940.00	90 203.83
Ministère de l'Education Nationale (DGESCO)	3 753 750.00	3 753 750.00
Ministère de la Culture (DGPAT)	7 000.00	7 000.00
Ministère de la Culture (SCGC-DEDAC)	88 000.00	80 000.00
CNAF	216 000.00	216 000.00
OFAJ	130 886,98	82 003.31
ANCT	80 000.00	80 000.00
ERASMUS	2 079.00	
Autres subventions	8 666,64	
TOTAL	4 902 622,62	4 818 407.14

2. Cotisations des Associations Départementales à la Fédération

8 172 adhérents individuels à 6.30 €	51 483,60
1 027 adhérents collectifs organisateurs à 100.00 €	102 700,00

3. Contributions financières AD-UR

Panafo-Formation habilitée	
Contribution AD-UR 1%	653 763,00
38 955 journées/ stagiaires (métropole et dom) x 6.90 €	268 789,50
Panafo Formation professionnelle 296 558 heures x 1.21 €	358 835,49

4. Produits exceptionnels

Produits divers	955,03
Produits sur exercices antérieurs	<u>68 374,31</u>
	69 329,34

5. Charges exceptionnelles

Charges diverses	2 097,93
Charges sur exercices antérieurs	<u>27 601,84</u>
	29 699,77

VI - AUTRES INFORMATIONS**1. Effectif**

	Effectif à la clôture (1)		Equivalent temps plein à la clôture (2)		Equivalent temps plein annuel (3)	
	Exercice clos	Exercice précédent	Exercice clos	Exercice précédent	Exercice clos	Exercice précédent
Cadres	25	26	25	26	24,83	25,83
Employés	10	12	9,33	11,14	9,24	9,13
Détachés	6	8	6	8	6,92	8
Total	41	46	40,33	45,14	40,99	42,97

(1) Effectif à la clôture quelle que soit la durée de travail (2) Equivalent Temps Plein : Temps plein = 1 820 H/an

(3) Temps annuel travaillé par salarié.

2. Rémunération des trois plus hauts cadres dirigeants

Pour satisfaire à l'article 20 de la loi du 23 mai 2006, il est indiqué qu'aucune rémunération n'a été versée au cours de l'exercice aux trois plus hauts cadres dirigeants.

3. Engagement de crédit-bail et locations de longue durée

Néant

4. Engagements donnés

La Fédération des Francas s'est engagée à reverser, 25 068,33 € à l'UR Francas Occitanie, 24 224,44 € à l'UR Pays de la Loire, 13 250 € à l'UR Bourgogne Franche Comté selon les conditions prévues dans les conventions.

5. Engagements reçus

Les Unions régionales et Associations départementales ci-dessous se sont engagées à reverser 43 337,88 € à la Fédération des Francas en cas de départ de leur entité des personnes concernées pour un motif autre que la retraite ou le licenciement non privatif d'indemnité suivant la répartition ci-dessous.

Structure	Montant
AD des ALPES DE HAUTE PROVENCE	5 576,68
AD de la LOIRE	25 563,95
AD des PYRENEES ATLANTIQUES	12 197,25
	43 337,88

6. Contributions volontaires en nature

Bénévolat	Nb Jours	Total
Cadres militant.es	735	73 500,00
Militant.es		
Bénévoles		
Total :	735	73 500,00